

## « Tranchez les têtes! »

**Cet appel à l'extermination des opposants au régime et de leurs familles était lancé en novembre 1992 par un proche du régime de Habyarimana.**

DANS « l'Humanité » de lundi, nous avons publié un document « secret » du ministère de la Défense rwandais, daté de septembre 1992. Près de deux ans avant le génocide perpétré au cours du printemps dernier, les autorités rwandaises appelaient la population à organiser l'extermination de ceux qui n'étaient pas partisans du régime et précisaient que « l'ennemi principal est le Tutsi ». Ces directives avaient été largement diffusées par les hommes du régime rwandais, notamment à l'occasion de rassemblements organisés dans les différentes villes du pays.

« L'Humanité » a pu se procurer le texte de l'un des ces discours.

Le 22 novembre 1992, Léon Mugesera, l'un des dirigeants du parti du dictateur Habyarimana, présidait un meeting dans la ville de Gisenyi, une cité devenue depuis quelques jours l'une des bases du corps expéditionnaire français dans le cadre de l'opération « Turquoise ». D'entrée, l'orateur couvre d'injures les différents partis d'opposition, le Mouvement démocratique rwandais (MDR), le Parti libéral (PL), le Parti social-démocrate (PSD), le Parti chrétien-démocrate (PDC) et le Front patriotique rwandais, « pauvres partis agonisant ». Appelant l'audience à « la vigilance la plus ferme », l'orateur l'apostrophe en ces termes : « Dites-moi, messieurs-dames ; accepterez-vous jamais à qui-conque aura chié dans votre maison d'y rentrer ? » Et, poursuivait-il : « On dit dans l'Evangile qu'il faut tendre l'autre joue quand vous avez reçu une gifle ; mais moi je vous dis que l'Evangile a déjà changé dans

notre mouvement (le MRND, parti unique de la dictature — NDLR). Si on vous donne une gifle, donnez-en deux en retour, deux mortelles. »

Evoquant le cas des familles dont les enfants auraient rejoint les partis de l'opposition, notamment le MDR, celui de Faustin Twagiramungu (désigné l'été dernier comme premier ministre par les accord d'Arusha, et actuellement réfugié à l'étranger), l'orateur a lancé : « Pourquoi n'arrête-t-on pas ces parents pour les exterminer ? Nous demandons instamment qu'on fasse une liste de tout ce monde. » Et il poursuivait : « Nous nous occuperons nous-mêmes de massacrer cette bande de salauds. »

Demandant à « toutes les personnalités importantes » locales de « collaborer », l'orateur invite les hommes d'affaires à « nous passer de l'argent » pour que « nous allions trancher les têtes de ces salauds ». Il évoque ensuite ce qu'il qualifie d'« infiltration » d'opposants dans les organisations du MRND. Celui qui serait découvert comme tel « doit périr sans autre forme de procès ».

Ce discours, à l'instar d'une multiplicité d'autres, répété à satiété pendant des années au Rwanda, pose toujours la même question : les autorités françaises pouvaient-elles ignorer la montée en puissance de cette stratégie du génocide ? Comment n'ont-elles pas bronché, et, au contraire, pourquoi l'ont-elles encouragée par leur appui au régime ?

M. M.

● Le général canadien Roméo Dallaire, qui commande la MINUAR, a expliqué, hier, que l'opération française contribue à compliquer encore sa tâche et que, depuis qu'elle a commencé, il n'a plus aucun contact avec la direction militaire du Front patriotique rwandais. En soirée, la radio gouvernementale réclamait le départ du général Dallaire tout en ne cessant de répéter : « Messieurs les Français, vous êtes les bienvenus. »

## Le message de Médecins du monde

Le docteur Brigitte Maître, de Médecins du monde — qui a condamné l'intervention française au Rwanda —, a adressé le message suivant au meeting de solidarité de la Mutualité :

« Médecins du monde a réaffirmé à plusieurs reprises son opposition de principe à l'intervention française au Rwanda, car seule une force d'interposition des Nations unies serait garante de la neutralité nécessaire à l'arrêt des massacres et au respect du cessez-le-feu. Souhaitant

exprimer cette position devant tout l'auditoire, nous avons accepté dans un premier temps de nous rendre à l'invitation du PCF à la Mutualité. Toutefois, compte tenu des réactions qu'a suscitées l'annonce de la présence de Médecins du monde à cette manifestation, nous renonçons à y participer. En effet, son statut d'ONG est incompatible avec toute présence de Médecins du monde au sein d'un débat politique franco-français. »